

# Parti socialiste : ne pas chercher l'argent là où il est...

vendredi 24 octobre 2008, par [JOHSUA Samuel](#) (Date de rédaction antérieure : 23 octobre 2008).

**Le PS s'est abstenu de voter le plan Sarkozy de renflouement des banques. Il n'en partage pas moins l'idée directrice.**

« *Sauver les banques, c'est nécessaire, sauver les Français, c'est mieux* », a commenté François Hollande. Pour justifier sa très courageuse abstention lors du vote sur le financement public des banques, le PS a avancé l'argument que ce plan, qu'il approuvait, était « *incomplet* ». Il convenait de l'accompagner de mesures en faveur de la fameuse « *économie réelle* ». Qu'en est-il ? Une prise de contrôle des banques qu'on couvre de crédits publics ?

S'effrayant de l'ombre d'un possible anticapitalisme, cette mesure pourtant élémentaire n'est pas avancée. À la place, le PS parle d'autre chose, du soutien aux PME, c'est-à-dire à leurs patrons. Un nouveau fonds, adossé à la Caisse des dépôts, serait constitué pour alimenter les crédits, ainsi que des cautions aux emprunteurs immobiliers. Un fonds alimenté, donc, par de nouvelles subventions publiques ! Pire, ceci s'accompagnerait d'une diminution « *exceptionnelle* » de l'impôt sur les sociétés. « *Il faut baisser l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et relever l'impôt sur les sociétés pour celles qui distribuent leurs profits sous forme de dividendes.* » Donc, si le PS était au pouvoir, les non-possédants payeraient pour les banques et, en plus, pour les « *entreprises* ». Sans l'ombre d'une condition au profit des salariés...

Au niveau européen, c'est une logique comparable qui dominerait. Le PS demande un programme de grands travaux d'infrastructures (dont les économies d'énergie et les technologies nouvelles). Financé par... un emprunt, on suppose dûment rétribué. À aucun moment, il n'est proposé de faire payer ceux qui se sont enrichis sans mesure pendant tant d'années et qui concentrent entre leurs mains l'essentiel du patrimoine.

Le PS s'occupe tout de même du pouvoir d'achat et du chômage. Par l'interdiction des licenciements (ne serait-ce que pour les entreprises qui font du profit) ? Par l'augmentation des salaires, du Smic, des minima sociaux, des retraites ? Pas du tout ! Si le PS veut toujours obtenir l'abrogation du bouclier fiscal voté au début de la législature, l'élément nouveau est qu'il veut conditionner les exonérations de cotisations sociales à des « *créations d'emplois* » et à « *l'aboutissement de négociations salariales* ». Ce qui est d'une audace exceptionnelle, alors qu'on ne donne ni le délai des négociations, ni l'ampleur des résultats attendus.

Le PS, en charge d'une forte majorité des collectivités locales, demande de « *stimuler l'investissement public par les dotations* » à celles-ci. Il est attesté que le gouvernement cherche à se décharger sur ces dernières. Mais on retombe sur la même question fondamentale que pour les autres mesures : où trouver ces financements, si on se refuse à prendre l'argent où il est ? Le reste relève des généralités dans l'air du temps sur la régulation du capitalisme financier, sans toucher au capitalisme comme principe. La même vieille lune que celle de Sarkozy, d'un capitalisme « *moralisé* » qui irait à l'encontre de sa rapacité constitutive.

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2271, 23/10/2008.